

Présidentielles 2017

L'heure du choix

L'actualité a été occupée pendant des semaines par les péripéties lamentables de l'affaire Fillon. Je n'y reviendrai pas. Il est maintenant urgent de s'intéresser au débat de fond. J'évoque ci-dessous la situation politique dans laquelle se déroule cette campagne, et j'indique quel est mon choix.

La situation

Elle me semble marquée par de sérieuses menaces. J'ai souvent le sentiment qu'elles ne sont pas clairement perçues par les français et leurs responsables politiques.

Le Front National

Le danger que représente le Front National ne me paraît pas de même nature que celui que représente celui de l'arrivée au pouvoir d'un candidat de droite, même aussi réactionnaire que François Fillon.

Je considère que l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen ferait courir un risque à notre démocratie et affaiblirait durablement l'image de notre pays dans le monde.

Pour être plus précis, ce sont les conditions même du combat politique (les libertés publiques, la paix civile) qui pourraient être en cause dans l'aventure dont je parle sans même évoquer toutes les souffrances qui en résulteraient pour les plus vulnérables de nos concitoyens.

Je suis surpris de l'attitude méprisante qu'on adopte souvent à gauche vis à vis de Marine Le Pen. C'est une femme intelligente qui a fait preuve ces dernières années d'une remarquable habileté politique qui la rend très dangereuse.

Le FN a su prendre en compte la désespérance des plus pauvres et capter leur attention.

C'est avec méthode et constance et non avec des sarcasmes qu'il faut combattre les idées du Front National.

Daesh

Sommes-nous en guerre ? Le débat sur les mots me paraît sans grande importance, voire byzantin. Reste l'essentiel : plus de 300 français sont morts suite aux attaques des islamistes radicaux qui se réclament de Daesh ou des groupes qui lui ressemblent. La menace est toujours d'un très haut niveau et le restera pendant de nombreuses années.

Par ailleurs nos armées sont engagées pour contenir et réduire l'emprise territoriale de Daesh.

La menace islamiste doit être un des thèmes de la présidentielle parce qu'elle met en cause notre cohésion nationale, notre manière de vivre ensemble et *in fine* notre démocratie.

Il est en effet difficile de définir le compromis à adopter entre efficacité de notre lutte contre nos ennemis et préservation des libertés publiques. Je pense que François Hollande et ses gouvernements ont su trouver le point d'équilibre qui convenait, mais dans ce domaine il est toujours nécessaire de débattre et de rechercher en permanence le consensus.

Si les mesures adoptées (état d'urgence, renforcement du renseignement, nouveaux moyens donnés à la police et à l'armée,...)

m'ont paru adaptés, la réflexion sur les phénomènes d'adhésion d'une partie de notre jeunesse à des forces fanatiques reste actuellement embryonnaire. Il est vrai que Manuel Valls, en déclarant « Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser », avait semblé vouloir tuer dans l'oeuf une quête de compréhension déjà trop peu développée.

N'oublions pas que des centaines de jeunes plus ou moins « perdus » vont rentrer de Syrie et d'ailleurs rejoindre ceux qui ici aussi ont perdu leurs repères.

Il s'agit d'abord de prévenir et donc de réfléchir au rôle de l'École de la République, à la réforme de nos forces de police, aux formes que doit prendre l'enseignement de la laïcité et la critique des religions ainsi qu'à la place qui doivent être faite dans notre société à l'athéisme et à l'agnosticisme.

Il s'agit aussi de ne pas se contenter de « mettre en prison » le plus de coupables (ou de suspects ?) surtout quand la prison est ce qu'elle est en France après un quinquennat marqué par l'inaction obstinée de l'icône qui a sans doute été le plus mauvais ministre de la Justice des 30 dernières années.

Respecter l'encellulement individuel, respecter les droits des détenus et en particulier leur droit de vote, faire de la prison un lieu où l'on prépare sa réinsertion et non un lieu de relégation sociale; ce sont des objectifs valables pour tous les détenus mais

au fond une part sans doute essentielle de la lutte contre l'islamisme radical.

L'Islam

Sans doute, certains seront-ils d'emblée choqués que je considère l'islam comme un danger.

Je sais que de nombreux français (et étrangers) pratiquent un islam paisible parfaitement compatible avec les valeurs de la République. Ils ne constituent évidemment pas un danger. Mais il existe hélas de très nombreuses manières de vivre sa foi islamiques et certaines, sans tomber dans la violence ne s'accorde pas à nos lois ou à nos manières de vivre.

De même qu'on peut objectivement considérer que la religion catholique a produit des hommes et des femmes de grande qualité qui ont été très utiles à leurs semblables et qui ont enrichi le patrimoine humain de notre espèce, je sais qu'il est de grands intellectuels et de grands artistes qui se reconnaissent dans la religion musulmane.

Je sais aussi que beaucoup de musulmans sont progressistes et même certains féministes. J'ai milité sans aucune difficulté avec certains et certaines d'entre eux.

Reste, ces indispensables rappels étant faits, que le développement de la religion islamique en France ne facilite pas, en tout cas pour l'instant, le développement des libertés, des droits de l'homme et de l'éman-

cipation des hommes et des femmes.

Force est de constater que l'islam est une des causes du recul de l'égalité hommes-femmes ces dernières années en particulier dans nos banlieues.

J'ai assisté avec satisfaction pendant 50 ans au déclin du christianisme en France, avec les contraintes que sa morale et ses traditions faisaient peser sur notre société. Je vois avec tristesse l'islam prendre la place du catholicisme. Dans ses rapports avec la société et l'État, l'islam est à peu près dans la situation qui était celle de l'église catholique au début du vingtième siècle. Reste à espérer qu'il évoluera plus vite.

Ces considérations ne me conduisent pas à remettre en cause la liberté de conscience mais à souhaiter que la laïcité soit enseignée et fermement défendue sans aucun accommodement. Pourquoi ne pas reconnaître que Manuel Valls a eu dans ce domaine une attitude ferme et courageuse ?

Le progrès des idées de droite

L'évolution politique de l'opinion française depuis la dernière présidentielle peut à mon sens se résumer à quelques caractéristiques :

- **La détérioration considérable de l'image des hommes politiques** et de leurs organisations à l'exception des élus de terrain (les maires) qui a permis **une progression exceptionnelle de l'extrême droite.**

• **La radicalisation de la droite** avec le succès de François Fillon sur un programme très réactionnaire malgré une mise en examen.

• **La radicalisation d'une partie de la gauche** avec l'évolution de Jean-Luc Mélenchon et de ses partisans sur laquelle je reviendrai ci-dessous.

• **La division de l'autre partie de la Gauche** (l'électorat du Parti Socialiste) entre une fraction qui dérive vers le centre (Valls) et une fraction courageuse qui cherche à moderniser la Gauche sans en renier les fondements idéologiques. (Hamon, Montebourg,...)

• **La permanence d'un gauchisme résiduel**, essentiellement trotskiste qui attend la révolution ou la grève générale.

• **La quasi disparition des écologistes** en raison certes de leur vie « agitée » mais surtout parce que leurs idées ont utilement envahi avec plus ou moins de bonheur (et de fidélité) les programmes de la plupart des programmes des actuels candidats.

Au total c'est bien à **un glissement progressif vers la droite de l'opinion** auquel nous avons assisté. Il serait utile d'en approfondir les causes (politique de Hollande en contradiction avec ses engagements de campagne, répercussions de la mort du « socialisme réel », divisions de la gauche,...). L'audience réduite du Parti Communiste, la crise du Parti Socialiste, le récent succès de François Fillon et la progression du FN en sont les conséquences graves et inquiétantes.

Les dangers environnementaux

Je ne développerai pas ici les dangers que font courir à toute la planète le réchauffement climatique, la pollution chimique, le pillage des ressources naturelles...

Ces dangers sont largement reconnus (COP 21) mais la prise de conscience qui est intervenue n'a pas encore débouché sur les politiques nécessaires.

On ne peut plus aujourd'hui concevoir, la croissance, l'utilisation des ressources naturelles, le développement urbain comme on le faisait il y a encore 30 ans.

Bien entendu, il ne faut pas noircir le tableau. Notre pays dispose d'atouts sérieux dans le concert des nations.

Elle reste une grande puissance économique dotée de grandes richesses naturelles. Son peuple a atteint un haut niveau de formation, sa jeunesse est nombreuse et allante. Malgré le manque de moyens, sa recherche est performante.

Ses richesses culturelles et le rayonnement de ses artistes contribuent à sa place dans le monde.

Si je mesure la gravité des menaces que j'ai voulu évoquer au début de cet article, je ne suis ni décliniste, ni pessimiste parce que j'aime mon pays et que je crois en son peuple.

La prise de conscience des menaces et les critiques que nous adressons à nos responsables politiques ne doivent pas nous faire perdre le sens de la mesure.

Je veux dire au passage que je ne suis

pas de ceux qui affirment que François Hollande n'a rien fait. Mais sur l'essentiel, la lutte contre le chômage, il n'a pas su prendre les bonnes décisions, comptant naïvement sur le grand patronat et sur la finance pour retourner une conjoncture largement due à leur attitude habituellement mercantile.

Homme sympathique, courageux et sincère, François Hollande ne pouvait, par son tempérament, son éducation et ses convictions que perpétuer un système générateur de tant d'inégalités et de souffrances.

Reconnaissons au passage qu'il a su parfaitement se comporter lors des attentats qui ont frappé la France et qu'il a eu le courage de ne pas briguer un nouveau mandat.

La présidentielle

La prochaine élection présidentielle s'annonçait difficile pour la Gauche.

Les événements qui se sont déroulés depuis le début de la campagne l'ont rendu inédite et pour moi très inquiétante.

La menace de l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen me semble s'aggraver et je suis surpris que ce danger ne soit pas correctement évalué par beaucoup et qu'il ne modifie pas les attitudes de beaucoup des acteurs.

Soutenir Jean-Luc Mélenchon ?

On m'a demandé à plusieurs reprises ces dernières semaines si je soutenais Jean-Luc

Mélenchon. Cette question est légitime puisque je l'avais soutenu à la dernière présidentielle. Mais la situation n'est évidemment plus la même. J'ai pris ma décision après avoir étudié son programme mais surtout en réfléchissant à la stratégie qu'il a développée et aux perspectives qu'elle ouvre en cas de succès comme en cas d'échec.

Le programme

J'ai lu avec attention « L'avenir en commun ». une lecture assez ingrate d'ailleurs car il s'agit pour l'essentiel d'un catalogue de mesures. Je n'en ferai pas ici une analyse détaillée mais je veux dire l'essentiel de ce que j'en pense.

Je suis bien entendu d'accord avec un grand nombre des mesures proposées dont je vous épargnerai ici l'énumération.

Pour autant et au-delà de quelques lacunes excusables compte tenu de la tâche (politique militaire, réforme de la formation continue, construction de prisons,...) ce programme suscite de ma part plusieurs réserves importantes :

1 Il considère que l'écriture d'une nouvelle constitution est non seulement opportune mais nécessaire au projet proposé. Je ne le crois pas.

L'adhésion (relative) qu'a rencontrée ce projet de processus constituant provient à mon sens d'une erreur facile à comprendre.

C'est à juste titre que les partisans de la France insoumise pointent les défauts de la

Constitution de la cinquième République mais quand ils pensent à l'écriture d'un nouveau texte, ils s'imaginent en train de l'écrire ! Ils pensent donc à un texte résolument meilleur sans imaginer qu'il pourrait être pire.

Franchement ce n'est pas quand les idées de droite progressent, quand les thèses du Front National sont devenues banales, quand la xénophobie et le racisme retrouvent une nouvelle vigueur et quand notre pays est toujours à la merci d'un attentat qui peut submerger notre pays de peur qu'il faut prendre le risque de remettre en chantier la loi commune. Il est bien sûr raisonnable de proposer des améliorations, qui peuvent être approuvées ou repoussées sans danger mais sans aller au-delà.

Par ailleurs, je n'approuve pas certaines des propositions formulées par Jean-Luc Mélenchon pour le nouveau texte. Accepter le droit de révocation des élus, c'est donner une prime à la démagogie et du pouvoir aux lobbies de tous poils. Elire l'Assemblée nationale à la proportionnelle intégrale, c'est risquer le retour de l'instabilité gouvernementale qui fut fatale à la quatrième République pour s'en tenir à ces deux propositions.

2. Je reste persuadé que la Gauche doit avoir **un projet à long terme et des programmes de législation** qui sont autant d'étapes vers le projet. Le programme de la France Insoumise fait peu de cas des pro-

cessus de conviction ou de préparation qu'il faut mener pour accomplir certaines réformes, il ne connaît pas le phasage. Il n' imagine pas d'étape pouvant rassembler parce qu'il n'a pas pour but de rassembler pour gouverner.

3. Si ce programme prévoit à juste titre la création de postes de fonctionnaires dans certains secteurs où ils manquent de manière évidente, il n' imagine jamais qu'il soit possible de rationaliser certains processus, de supprimer certains organismes, de réaliser des gains de productivité afin de supprimer des postes ou de réduire la durée du temps de travail. J'aurais l'occasion prochainement de développer ce point.

4. Si la critique de l'Union Européenne et des traités me paraît justifiée, **je ne crois pas raisonnable d'envisager une sortie de l'Union Européenne ou de l'euro.** L'intrication des économies (i.e. l'importance de nos exportations et de nos importations), la faiblesse relative de l'appareil productif français font du « plan B » une aventure que je ne souhaite pas pour mon pays d'autant qu'elle s'inscrirait dans un processus global de désagrégation de l'Europe qui me paraît dangereux pour la paix de notre continent. J'approuve par contre la sortie de l'OTAN qui ne pose pas les mêmes problèmes et contribuerait au contraire à la paix.

5. « *L'ONU, rien que l'ONU, toute l'ONU. Dans cette affaire je défends un principe, celui de l'ordre onusien. Comme je le fais depuis 1991* » écrit Jean-Luc Mélenchon sur

son blog le 24 mars 2011. Cette position est cohérente et le leader la France Insoumise s'y est tenu.

A propos de l'intervention Serval au Mali le 11 janvier 2016 il déclare : « *L'intérêt d'une intervention militaire extérieure pour régler le problème posé au nord du Mali est discutable. En décider alors que les intérêts fondamentaux de la France ne sont pas en cause, selon le chef de l'Etat lui-même, et alors que les troupes africaines sont engagées, est discutable. En décider seul, sans en saisir préalablement ni le gouvernement, ni le Parlement, est condamnable.* »

En qualifiant de « discutable » la bonne décision de François Hollande, Jean-Luc Mélenchon cherche à atténuer les effets de son « légalisme onusien » peu populaire parmi nos concitoyens.

Je suis pour ma part fermement opposé à la soumission des décisions françaises à un organisme largement influencé par les Etats-Unis et dont le fonctionnement, rappelons-le, n'a rien de démocratique puisque cinq puissances (Etats-Unis, Chine, Russie, France et Angleterre) disposent au Conseil de Sécurité d'un droit de veto.

Dans le cas du Mali, la non intervention de la France aurait non seulement causé la mort de nombreux maliens mais elle aurait donné un vaste territoire à des terroristes qui nous menacent directement.

Préservez donc la liberté de décision de la France !

Bref, Jean-Luc Mélenchon est tombé dans le piège de la fausse radicalité, celle qui en s'affranchissant de beaucoup des réalités du monde ne séduit que peu de français et n'a aucune chance de changer réellement le sort de nos concitoyens.

Mais la candidature de Jean-Luc Mélenchon doit aussi être évaluée en réfléchissant à la personnalité du candidat et à la stratégie qu'il a suivie ces dernières années.

L'homme

Pour avoir suivi avec attention son parcours politique mais aussi pour avoir milité contre puis avec lui au Parti Socialiste il y a... quelques années, je connais assez bien le leader de la France Insoumise.

Mon opinion sur l'homme est nuancée. Son intelligence et son dévouement forcent l'admiration. Sa culture est réelle et c'est sans doute le meilleur orateur politique actuel même s'il est juste de dire que la concurrence n'est pas grande.

Sa conception de la politique n'est pas la mienne. J'ai toujours pensé que la pratique professionnelle de la politique, si elle dure trop longtemps, écarte des réalités de la vie et fausse le jugement. Mon expérience a conforté cette conviction.

J'avoue regarder avec un scepticisme teinté de triste ironie les admirateurs inconditionnels de Jean-Luc Mélenchon qui lui voue une admiration sans bornes et dont certains, il faut le dire le suivent les yeux fermés.

J'ai une attitude plus distanciée vis à vis de celui qui a passé plus de deux fois plus de temps que moi au Parti Socialiste, qui en a accepté les moeurs sans grande difficulté pendant très longtemps et qui a eu besoin de dix ans de plus que moi pour réaliser qu'il fallait le quitter...

Et puis il y a le caractère, la violence verbale, les emportements souvent justifiés mais parfois inacceptables quand l'interlocuteur ne peut ou ne sait répondre.

Il y a aussi les formules qui flirtent avec le populisme quand Jean-Luc Mélenchon déclare : « Je crois que l'Europe qui a été construite, c'est une Europe de la violence sociale, comme nous le voyons dans chaque pays chaque fois qu'arrive un travailleur détaché, qui vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place. ». Nous sommes beaucoup en France à penser qu'un travailleur détaché ne « vole » pas son pain au travailleur français dont il prend la place même si nous souhaitons qu'il n'y ait plus, au sens actuel, de travailleurs détachés.

La stratégie de l'isolement

J'ai participé à la campagne de Jean-Luc Mélenchon en 2013 et je ne le regrette pas.

Rappelons le contexte.

Alors qu'il apparaissait clairement que François Hollande était un candidat respectable mais manquant d'envergure et surtout d'un programme pouvant changer le cours de la politique, s'est constitué le Front de Gauche que j'ai considéré comme un espoir

ou à tout le moins, comme le germe d'une espérance.

Il était constitué du Parti Communiste, du Parti de Gauche et de quelques petites organisations de gauche. Il s'était doté d'un programme (l'Humain d'abord) que j'avais trouvé peu précis et pas à la hauteur des enjeux mais il existait.

D'autre part, Jean-Luc Mélenchon, dont je connaissais les qualités et les défauts, apparaissait en position de rassembler ceux qui ne se résignaient pas à l'eau tiède d'une social-démocratie affadie.

Sa campagne fut d'ailleurs honorable et son score encourageant.

Dans mon esprit, sa tâche était alors de consolider et d'étendre le rassemblement en tenant compte du mouvement des idées que j'ai rappelé ci-dessus. J'avais par exemple souhaité que des adhésions directes au Front de Gauche puissent exister.

C'était compter sans la pesanteur des organisations du Front de Gauche, sans le refus de beaucoup de dirigeants de voir la France comme elle est et non comme ils souhaiteraient qu'elle fût et il faut bien le dire sans l'ego de Jean-Luc Mélenchon.

Avec son micro-parti, il s'en est pris avec acharnement au Parti Socialiste et à ses militants ainsi qu'à tous ceux qui, à gauche, ne le suivaient pas. La quête de pureté révolutionnaire trouve toujours ses adeptes exaltés mais elle rend impossible les rassemblements qui seuls, permettent la prise de pouvoir.

Le Front de Gauche, et beaucoup le regrettent comme moi, s'est progressivement effondré. Il n'existe plus et cette expression ne devrait plus être employée.

Le rassemblement de la « France insoumise » est d'une nature différente. Après de longues hésitations et me semble-t-il en désespoir de cause, le Parti Communiste a décidé de soutenir Jean-Luc Mélenchon mais ce soutien est beaucoup plus fragile qu'en 2012 et surtout il ne s'accompagne pas d'un accord pour les législatives. Les désaccords politiques entre Jean-Luc Mélenchon et le PC sont patents.

On a atteint ces dernières semaines le comble de l'absurde puisque La France Insoumise oppose à de nombreux candidats communistes ses propres candidats.

Mes camarades communistes réaliseront, sans doute un peu tard, que Jean-Luc Mélenchon affaiblit plus leur parti que François Mitterrand ne le fit !

Le programme de Jean-Luc Mélenchon a certes été élaboré « démocratiquement » (i.e. après de nombreuses discussions) mais entre un très petit nombre de personnes.

A une alliance entre des forces politiques fonctionnant au consensus s'est substitué un homme avec un noyau de partisans appelant à des ralliements successifs sans modification du programme et sans interrogation sur le « leader ».

Jean-Luc Mélenchon a fait preuve d'intelligence et de talent et a réussi à faire du Parti de Gauche une micro organisation

qui lui est entièrement dévouée. Elle rassemble des militants, courageux et compétents qui croient ou feignent de croire qu'ils vont devenir majoritaires (comme avant eux les militants des différents groupuscules dont les restes peuplent toujours notre espace politique).

Il faut avoir le courage de dire qu'ils font fausse route et qu'ils ne sont pas « le peuple » qu'ils prétendent être. La société française n'est pas telle qu'ils la fantasment. Après une longue campagne, la France Insoumise réunit environ un français sur 10. C'est un bon résultat mais cela l'écarte durablement du pouvoir. Ce qui caractérise la France insoumise et ce qui caractérise sa médiocrité (i.e. son inutilité) c'est le refus du rassemblement par l'élaboration de compromis successifs.

Le compromis utile et dynamique est dans l'ADN de la Gauche française car il permet des avancées sociales. L'Histoire, du Front Populaire à 1981 en passant par la Libération, est là pour le montrer.

J'entends bien qu'il ne s'agit pas de retourner dans les eaux tièdes et sales de la social-démocratie droitisée mais **la stratégie de la France Insoumise** (en fait soumise à Mélenchon) consistant à rassembler autour d'un homme et d'un corpus programmatique non négociable en méprisant les autres progressistes (communistes compris) **est d'ores et déjà condamnée par les Français.**

Préparer l'avenir ?

Quel est l'avenir de la France insoumise ?

Dès les législatives, l'alliance de circonstance avec le Parti Communiste volera en éclats. Déçus de l'échec aux Présidentielles, de nombreux électeurs abandonneront un projet peu réaliste.

Sur les bases actuelles et avec l'attitude de Jean-Luc Mélenchon opposé à tout compromis et à toute alliance, son rassemblement ne prépare rien, si ce n'est la création d'un groupe gauchiste de plus, dernier avatar néo-trotskiste de ceux qui voulant tout changer, ne changent rien.

Parce qu'il ne propose qu'une aventure peu séduisante et qu'il ne prépare aucun futur utile, je ne soutiendrai pas Jean-Luc Mélenchon.

Benoît Hamon

Très peu auraient parié, avant les primaires de gauche, sur le succès de Benoît Hamon.

Alors que les critiques de la droite et de Jean-Luc Mélenchon étaient concentrées sur le Parti Socialiste, aidant au passage l'extrême droite, Benoît Hamon a eu le mérite de construire un projet qui a mobilisé une part croissante de l'électorat socialiste en particulier beaucoup de jeunes.

Après sa remarquable victoire aux primaires il a eu le mérite de tenter de rassembler par le dialogue. Les accords qu'il a

conclus avec les écologistes d'EELV et avec les radicaux de gauche sont les résultats tangibles et positifs de son attitude ouverte.

J'ai regretté les critiques et les admonestations qui lui furent adressées dès sa victoire par la France Insoumise alors qu'il avait réussi à faire gagner une ligne de gauche au sein du PS et de son électorat et à défaire le courant centriste animé avec talent par Manuel Valls.

Pour avoir été presque toujours minoritaire au sein du CERES dans le Parti Socialiste, je comprends la situation dans laquelle se trouve Manuel Valls et d'autres socialistes qui ne soutenaient pas Benoît Hamon lors de la Primaire mais je ne comprends pas que certains s'affranchissent de la parole donnée et du fonctionnement démocratique de leur Parti. J'ai toujours respecté la discipline de parti en soutenant le candidat désigné par la majorité et le jour où les positions de mon Parti ne m'ont plus convenu, je l'ai quitté.

Je comprends les réticences de certains camarades face à la candidature de Benoît Hamon. Je n'approuve pas chaque ligne de son programme mais il m'apparaît :

- que Benoît Hamon a eu le courage de s'opposer courageusement à la politique de François Hollande,
- qu'il a élaboré un programme sérieux et original qui changerait réellement la vie de nos concitoyens les plus modestes,
- que la première étape du revenu universel se traduirait dès 2018 par une aug-

mentation de 10 % du RSA versé automatiquement à tous les ayant-droits et par le versement d'un revenu d'existence à tous les jeunes de 18 à 25 ans, ce qui constituerait un progrès social considérable,

- qu'il a intégré avec sérieux les questions environnementales dans son programme.

- qu'il fait sur la question européenne des propositions précises et utiles. Je vous invite à consulter le « Projet pour un Traité de démocratisation de la gouvernance de la zone euro » dont Thomas Piketty a expliqué l'intérêt d'une manière que j'ai trouvé très convaincante.

- et surtout que la candidature de Benoît Hamon pose les bases d'une recomposition de la gauche française qui rassembleraient tous ceux qui refusent la dérive néo-libérale tout en voulant que la gauche parvienne au pouvoir.

Pour toutes ces raisons, j'ai décidé d'apporter mon soutien à Benoît Hamon et de participer activement à sa campagne.